

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - jeudi 19 janvier 2023

SOMMAIRE

- Est de la RDC : une manifestation contre la force régionale violemment réprimée
- Attentat de Kasindi : la MONUSCO réitère son appui à la prise en charge des blessés évacués vers Beni
- Les droits de l'enfant sont en net recul dans le monde, déplore le chef des droits de l'homme
- Sud-Kivu : l'absence de l'autorité de l'Etat met la vie des femmes en danger
- Lubumbashi : Le numérique dans l'autonomisation et la participation citoyenne des femmes au centre d'une conférence
- VBG : L'Asbl Dignité humaine déploie les relais communautaires dans les zones de santé pour documenter les cas de violences basées sur le genre
- Forum de Davos : Félix Tshisekedi indexe la responsabilité du Rwanda dans l'instabilité de l'Est de la RDC
- Kinshasa prend acte du refus du M23 d'exécuter les recommandations de Luanda
- Refus du M23 de se désengager : le gouvernement prend acte et s'engage à mettre définitivement fin à l'insécurité dans l'Est « quoi qu'il en coûte »
- Beni : Un mort et des maisons de commerce pillées dans une attaque ADF à Bashu

• DROITS HUMAINS

Est de la RDC : une manifestation contre la force régionale violemment réprimée

Une marche de protestation contre la force est-africaine déployée dans l'est de la République démocratique du Congo a été violemment dispersée et des journalistes ciblés par la police mercredi à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, selon une équipe de l'AFP présente sur place. Une centaine de manifestants, répondant à l'appel de mouvements citoyens, s'étaient rassemblés près d'un rond-point pour marcher contre cette force de l'EAC (East African Community) qu'ils jugent inefficace. Plusieurs milliers de soldats du Kenya et du Burundi ont été récemment déployés en renfort de l'armée congolaise et des Nations unies pour lutter contre les groupes armés dans l'est de la RDC. Quelque 750 militaires sud-soudanais sont attendus prochainement. *"La population est fatiguée de voir cette force inutile de l'EAC se transformer en une mission d'observation qui regarde comment on nous massacre"*, a déclaré Espoir Mwinuka, un militant de la Lucha, un groupe de jeunes activistes, co-organisateur de la marche.

Attentat de Kasindi : la MONUSCO réitère son appui à la prise en charge des blessés évacués vers Beni

Le chef de bureau intérimaire de la MONUSCO/Beni, Abdourahmane Ganda a visité, mardi 17 janvier, les blessés admis à l'hôpital général de référence de Beni, après leur évacuation de Kasindi (Nord-Kivu). Ces personnes ont été victimes de l'attentat à la bombe dans une église pentecôtiste de cette commune, située à la frontière avec l'Ouganda. Sur place à l'hôpital, Abdourahmane Ganda a réitéré l'engagement de la MONUSCO à apporter un appui à la prise en charge médicale de ces blessés : « *Nous avons proposé et mis à la disposition des autorités nos infrastructures sanitaires pour accueillir les blessés au cas où le besoin ou la capacité de l'hôpital de référence seraient dépassés. Nous avons aussi mis à la disposition des autorités la possibilité d'évacuer, si nécessaire, des blessés de Beni à Goma en coordination avec le CICR* ».

Les droits de l'enfant sont en net recul dans le monde, déplore le chef des droits de l'homme

« **Le respect des droits de l'enfant est en net recul dans le monde** ». C'est l'amer constat dressé ce lundi à Genève par le chef des droits de l'homme de l'ONU, à l'ouverture des travaux de la 92e session du Comité des droits de l'enfant. La pandémie de Covid-19, les conflits et autres crises humanitaires et les changements climatiques ont terni plus encore la situation, a diagnostiqué le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk. « Les enfants ont fait les frais des efforts déployés pour répondre à la pandémie de Covid-19, notamment en ce qui concerne leur droit à l'éducation », a déclaré M. Türk, ajoutant que « la réalité du changement climatique menace leur vie actuelle et leur avenir ». Selon le chef des droits de l'homme de l'ONU, les enfants défenseurs des droits de l'homme, en particulier les filles et les enfants non-conformes au genre, sont confrontés à « une répression accrue dans de nombreux pays ».

La voix des jeunes peut orienter le débat sur les enfants

Face à ces chiffres préoccupants, le chef des droits de l'homme estime toutefois que les voix des enfants peuvent « *guider les débats sur le sort des enfants* » dans le monde. « Nous guider pour continuer à faire des droits de l'enfant une priorité. Nous pousser à faire en sorte que leurs voix ne soient pas seulement entendues, mais écoutées », a insisté M. Türk. Les experts du Comité devaient entendre ce lundi Maya-Nutuk, une activiste climatique du Groenland et conseillère des enfants pour cet organe des traités du Haut-Commissariat. Les discussions avec l'équipe consultative des enfants entrent dans le cadre du processus de rédaction de l'observation générale du Comité sur les droits de l'enfant et l'environnement, avec un accent particulier sur le changement climatique

- **DROITS DES FEMMES**

Sud-Kivu : l'absence de l'autorité de l'Etat met la vie des femmes en danger

72 cas de justice populaire ont été enregistrés au sud Kivu pour l'année 2022 qui s'achève et le territoire de Kabare en tête avec 23 cas suivi de la ville de Bukavu avec 19 cas. Les femmes accusées de sorcière ont été les premières victimes comme c'était le cas à Kalonge dans le territoire de Kalehe. Cette situation est signalée à cause de l'absence de l'autorité de l'état dans

certains coins reculés du sud Kivu. Des enquêtes qui ont été menées par les experts en matière sécuritaire prouvent que les cas de justice populaire sont signalés au sud Kivu à cause de plusieurs facteurs. C'est notamment, le nombre réduit des éléments de l'ordre surtout dans les territoires comme à Shabunda, Mwenga, Kalehe, Kabare et Fizi.

Face à cette situation, plusieurs cas de justice populaire sont signalés dont les femmes sont les premières victimes comme c'était le cas mercredi 11 janvier lorsqu'une femme d'environ 40 ans a été tuée par la population en colère à Burhinyi dans le territoire de Mwenga.

Justin Bahirwe, coordonnateur de l'ONG SOS – IJM dénonce cette situation : *« Je rappelle que la province surtout dans les territoires, il s'observe un nombre réduit des institutions judiciaires, la gouvernance dans ce domaine pose problème. Cette situation est source des cas de justice populaire et les femmes sont les premières victimes, nous demandons aux autorités de prendre des dispositions. »*, Explique-t-il.

VBG : L'Asbl Dignité humaine déploie les relais communautaires dans les zones de santé pour documenter les cas de violences basées sur le genre

Une vingtaine de relais communautaires de sept zones de santé au Sud Kivu sont déployés sur le terrain dans les sept zones sur les 34 que compte la province du Sud Kivu pour récolter, documenter et référer les cas des violences basées sur le genre signalés dans la communauté. Cette séance s'est tenue le jeudi 12 janvier 2023 à l'occasion du lancement de la deuxième phase du projet sur la prévention et la prise en charge psychosociale à base communautaire. Selon la présidente du Conseil d'administration de la Dignité Humaine, Elodie Ntamuzinda, cette deuxième phase du projet consiste à larguer les relais communautaires sur le terrain pour identifier les cas des Violences basées sur le genre, traiter les données et les transmettre pour référencement auprès des structures habilitées pour une prise en charge efficace des victimes.

« Nous comprenons que les structures sanitaires qui sont là pour nous accueillir, parfois sont oubliées. Nous crions qu'il y a violence sans approcher les structures sanitaires. C'est pour cela que nous nous sommes dit que dans un premier temps, que nous essayons de tisser un partenariat solide avec la division provinciale de la santé à travers ses coordinations telles que la santé mentale, la santé de la reproduction, le PNMLS, les hôpitaux », croit savoir Elodie Ntamuzinda.

Sept zones de santé ont été prises comme zones pilotes dans le cadre de la récolte et la documentation des données sur les VBG à savoir les zones de santé de Kadutu, Ibanda, Bagira-Kasha, Nyantende, Nyangezi, Kabare et Miti-Murhesa.

« Cette deuxième phase du projet intervient après la première qui était consacrée à la conscientisation des leaders communautaires. Nous savons que les sept zones de santé ciblées ne suffisent pas, mais nous allons voir comment améliorer les choses dans ces axes là avant de toquer d'autres portes et élargir le cercle », renchérit la PCA de la Dignité humaine Asbl. Elle ajoute que *« sans les médias pour relayer l'information, sans les relais communautaires qui sont là pour identifier les cas des Violences basées sur le genre, les traiter et les transférer à qui de droit, le travail peut être nul »*. Notre source souligne que la lutte contre les violences basées sur le genre ne doit pas rester l'apanage des bailleurs de fonds, mais plutôt du gouvernement qui doit aussi s'impliquer, notamment dans la mobilisation des fonds et l'accompagnement des organisations de la société civile qui militent pour la lutte contre les violences basées sur le genre dont les femmes sont principalement victimes.

Lubumbashi : Le numérique dans l'autonomisation et la participation citoyenne des femmes au centre d'une conférence

Partant du constat que « plus de 35 millions de Congolais ont accès à Internet, et prennent de plus en plus part aux débats et amplifient leur parole », et que paradoxalement « Les femmes restent encore moins présentes dans la communication digitale ou numérique », la plateforme de Blogueurs congolais HABARI RDC, a organisé ce mercredi 18 janvier 2023, une conférence-débat autour de cette épineuse question. « *La place du numérique dans l'autonomisation et la participation citoyenne des femmes à Lubumbashi* », c'est sous ce thème qu'a gravité cette conférence qui a mobilisé les participantes venues des horizons divers. « *Chaque fois qu'on parle de la participation citoyenne, les gens croient qu'on parle de la participation politique. Alors que la participation citoyenne, elle est plus large. C'est dans tous les domaines de la vie. C'est que, des citoyens prennent des initiatives pour mener des actions afin d'amener les gouvernants à améliorer les services que le pouvoir public propose à la société. Parce que généralement, nous constatons qu'il y a des choses parfois qui ne bougent pas. On est dans l'attente, on est dans les plaintes, on n'agit pas. Dans la participation citoyenne, on veut amener les citoyens à agir, à poser des actions, à interpeller les gouvernants pour qu'ils puissent engager des discussions avec la communauté, mais aussi les pousser à pouvoir améliorer tant les programmes qu'ils mettent en place, mais aussi les services qu'ils proposent à la communauté* », a expliqué Denise Maheho.

- **SITUATION POLITIQUE**

Forum de Davos : Félix Tshisekedi indexe la responsabilité du Rwanda dans l'instabilité de l'Est de la RDC

Félix Antoine Tshisekedi a encore une fois de plus indexe le Rwanda comme responsable de la crise sécuritaire qui sévit dans l'Est de la RDC. Le chef de l'Etat congolais s'est exprimé mardi 17 janvier lors d'un panel au deuxième jour du forum économique mondial de Davos en Suisse. Répondant à une question d'une journaliste sur la difficulté d'instaurer la paix dans l'Est du pays, Félix Tshisekedi a expliqué comment l'insécurité entrave le développement dans la région des Grands lacs : « *Le problème que nous avons c'est un grand défi, parce qu'on ne peut pas investir à la fois dans le développement du pays et dans des ressources pour augmenter les capacités de l'armée et pouvoir assez se défendre. Si nous avons tous la même philosophie, la même vision, celle que j'avais d'ailleurs au moment que j'accédais à la tête du pays. Celle d'aller vers tous nos voisins, nous en avons 9. Et de leur proposer des projets de développement qui vont faire du bien à nos économies respectives, à nos populations. Et je peux vous citer comme ça, pour chaque voisin quel est le projet dans lequel j'invitais que nous investissions tous, pour aller vers ces échanges économiques et commerciaux et autres qui allaient amener la paix et garantir la stabilité de la région* ».

Kinshasa prend acte du refus du M23 d'exécuter les recommandations de Luanda

Le gouvernement congolais a pris acte, mercredi 18 janvier, du refus du M23 d'exécuter les recommandations du sommet de Luanda, qui lui exige de se retirer de ses positions au Nord-Kivu. Le ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula l'a indiqué dans un communiqué sur la situation sécuritaire au Nord-Kivu, dont une copie est parvenue à Radio Okapi. Le chef de la diplomatie congolaise a rappelé que ce mouvement rebelle devrait quitter ses positions au plus tard le 15 janvier conformément à la programmation de la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Ce retrait, selon lui, devrait permettre le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans ces zones et le retour des populations congolaises à leurs milieux d'origine. Certaines sources renseignent en effet que ces rebelles se sont retirés de la chefferie de Bwisha et ont renforcé leurs positions dans deux groupements de la chefferie de Bwito : Bishusha et Tongo notamment. Dans ce même communiqué, le gouvernement congolais a également pris acte du "non-respect de Kigali de ses engagements pris au mini-sommet de Luanda".

- **SECURITE**

Refus du M23 de se désengager : le gouvernement prend acte et s'engage à mettre définitivement fin à l'insécurité dans l'Est « quoi qu'il en coûte »

Alors que l'ultimatum d'un mois accordé au M23 pour son retrait des zones occupées en RDC selon la programmation établie par les Chefs d'états-majors généraux de l'EAC et le commandant de sa Force régionale en présence du chef du Mécanisme ad hoc de vérification à Dare-Salam a expiré depuis 3 jours, le M23 ne s'est toujours pas désengagé. Dans un communiqué parvenu à POLITICO.CD ce mercredi 18 janvier, le gouvernement par le truchement de son ministère des Affaires étrangères dit constater que comme à leurs habitudes, « *les terroristes du M23 et les autorités rwandaises qui les soutiennent, n'ont pas, une fois de plus, respecté leur engagement, au mépris total de la Communauté d'Afrique de l'Est, CAE, de l'Union Africaine, UA, du Conseil de sécurité de l'ONU et des partenaires bilatéraux* ». Dans cette perspective, la RDC se dit prête à toute éventualité et se défendra par tous les moyens, dans la ligne droite de la déclaration du Chef de l'État le 20 septembre 2022, à la 77ième session ordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU. « *Nous, Peuple congolais, sommes décidés, cette fois-ci, à mettre définitivement fin à l'insécurité à l'Est de notre pays, quoi qu'il en coûte* », conclu ce communiqué signé par Christophe Lutundula, ministre congolais des Affaires étrangères.

Beni : Un mort et des maisons de commerce pillées dans une attaque ADF à Bashu

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont annoncé, ce mercredi 18 janvier 2023, la neutralisation d'un terroriste des Forces démocratiques et alliées ADF/MTM dans la localité de Museya située dans le groupement Isale, territoire de Beni, au Nord-Kivu. Ce rebelle a été tué au cours d'un affrontement qui a opposé l'armée régulière à ces terroristes dans cette partie, indique le capitaine Antony Mwalishayi, porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 grand nord. Il fait savoir que lors de cet accrochage, l'armée a aussi récupéré une arme de guerre AK-47 des mains des rebelles. *« Un terroriste ADF/MTM a été neutralisé par les Forces armées de la République démocratique du Congo dans la localité de Museya. C'était au cours d'un affrontement entre les FARDC et ces djihadistes »,* dit le capitaine Antony Mwalishayi. Le porte-parole des opérations Sokola 1 grand nord précise que ces rebelles ADF/MTM ont, dans leur fuite, pillé des officines pharmaceutiques et des maisons de commerce dans cette partie.